

N°9

Avril 2023



Lettre Diplomatique & Défense

Sommaire

Diplomatie

• GOLFE

- **Arabie saoudite** : vers une politique étrangère apaisée ? **p.4**
- **EAU** : MbZ nomme son fils aîné comme Prince héritier **p.6**
- **Liban & Israël** : accord déterminant sur la ZEE **p.7**

• EUROPE

- **Grèce** : à la veille des élections du 21 mai, un redressement incontestable due à Mitsotakis **p.7**
- **Italie** : une diplomatie dynamique de partenariats stratégiques... **p.8**

Défense

- **AUKUS** : 5 fois plus cher et 2 fois plus long que l'accord avec la France **p. 9**
- **Allemagne** : effervescence des débats de défense **p. 11**
- **Economie de guerre en Europe** : est-elle soutenable dans la durée ? **p. 12**

- GOLFE

Arabie saoudite : vers une politique étrangère apaisée ?

Coup de tonnerre dans le Golfe : le 10 mars, sous les auspices de la Chine, l'Arabie et l'Iran ont accepté de reprendre leurs relations diplomatiques, rompues depuis 2016. Devenue le courtier obligé du Golfe en l'absence notable des Etats-Unis, la Chine favorise de nouvelles puissances régionales émergentes.

Cette vision stratégique rejoint pleinement celle de l'Arabie Saoudite : après un démarrage confus et mouvementé (2015-2020), marquée à la fois par une politique de mise au pas des clans à l'intérieur et de guerre au Yémen, soit un succès brutal et un échec sanglant, le *leadership* saoudien s'est engagé dans de nouvelles orientations stratégiques de sa politique étrangère : l'accent mis sur le développement économique (Vision 2030) rend obligatoire une politique étrangère d'apaisement.

Dans cette perspective, la Chine était le seul courtier possible. La Russie est accaparée par sa guerre en Ukraine et les États-Unis ont montré une incroyable incapacité, ailleurs qu'en Europe, à prendre les devants et à conserver leurs alliés dans leur orbite. Là où la politique étrangère américaine conduit à des affrontements permanents – contre l'Iran et ses mandataires régionaux, la Russie et la Chine –, sans proposer pour autant d'engagements plus forts (notamment militaires) et faire preuve de flexibilité (sauf peut-être avec l'Inde), la Chine s'est présentée comme le seul intermédiaire honnête.

Première étape : l'Iran

Il est évident que l'accord saudo-iranien - le rétablissement des relations diplomatiques rompues en 2016 après que la population iranienne a pris d'assaut l'ambassade saoudienne après l'exécution de l'éminent religieux chiite Cheick Nimr al-Nimr - n'aidera pas à résoudre des divergences plus profondes, telles que la course iranienne à la Bombe, la production de missiles balistiques et leur diffusion dans la région, et le soutien des proxies iraniens (à Bahreïn, en Irak, au Liban, en Syrie et au Yémen) : ces épines irritantes resteront et pourraient, de temps à autre, entraîner des tensions entre les deux pays. Aucune des deux parties ne s'attend à un règlement de fond mais à un apaisement de forme à durée incertaine. Les deux diplomaties ne sont en effet pas si naïves au point de penser que l'accord négocié par la Chine est une sorte de baguette magique effaçant des régimes différents aux ambitions divergentes.

Mais pour les deux, la désescalade était essentielle. Les deux pays doivent faire face en effet à d'énormes défis internes dont les solutions ne peuvent être trouvées dans un environnement extérieur tendu. Coup tactique ou accord stratégique, cet accord était nécessaire et le restera encore un moment.

L'Arabie saoudite n'a que sept ans pour concrétiser la vision globale 2030 de son Prince héritier, futur Roi, Mohammed bin Salman (MbS). Sept ans pour parvenir à

l'industrialisation du Royaume à travers la localisation sur son territoire des industries-clés et des services ; sept ans pour investir pleinement les *bonus* du secteur pétrolier vers les secteurs non pétroliers ; sept ans pour devenir un acteur régional indépendant. Ces objectifs stratégiques ne pouvaient être atteints sans paix extérieure, et le seul moyen d'y parvenir était un accord avec l'Iran.

Deuxième étape : la Syrie

La Syrie, loin d'être seulement un satellite de l'Iran et de la Russie, est la deuxième étape logique et attendue depuis longtemps. Damas demeure la clé de certaines crises et un point de passage obligé pour dénouer les tensions. Toujours dirigée par le Président que l'Arabie saoudite voulait renverser après le printemps arabe de 2011, la Syrie fait son retour sur la scène régionale avec de récentes visites remarquées à Oman (février) et aux Émirats arabes unis (mars). Damas est toujours un acteur régional actif et courtisé. L'heure est donc au rapprochement régional. Pour l'y inciter, l'Arabie saoudite accueillera le 19 mai prochain le prochain sommet de la Ligue arabe, une bonne occasion de rétablir la Syrie comme membre à part entière de l'organisation dont Damas est suspendu depuis 2011.

A l'instar de l'accord iranien, peu de développements spectaculaires sont attendus de cette décision : la Syrie reste proche de ses alliés, la Russie et l'Iran, qui l'ont sauvée de l'Etat islamique (2015-2017) et elle bloquera toute influence saoudienne au Liban. Mais la diplomatie est une nécessité partagée par tous.

Quelle troisième étape ?

Le Yémen ne devrait pas être l'acte III de la nouvelle stratégie saoudienne : la guerre est trop complexe pour être réglée rapidement et facilement. Si les acteurs étrangers se retirent, les acteurs locaux restent concentrés sur l'unité ou la division de l'État, question qui divise profondément le pays. Le Yémen est toujours en guerre, mais ne sera plus une épine pour les acteurs régionaux dont le désir de tourner la page de cette boucherie sans fin ni issue, est évident.

Israël pourrait-il être la prochaine étape d'une politique étrangère saoudienne apaisée ? De son côté, Tel-Aviv n'a jamais caché sa volonté d'enrôler l'Arabie saoudite dans sa croisade anti-iranienne mais cet objectif ambitieux, poursuivi par le *Mossad* depuis longtemps, ne s'est pas concrétisé. L'administration Trump n'est plus là pour pousser un tel accord et la guerre en Ukraine a conduit tous les États du Golfe à des objectifs stratégiques opposés aux États-Unis : maintenir les prix du pétrole, conserver une ligne directe avec la Russie et renforcer l'alliance chinoise. Israël n'est plus un substitut au parapluie de défense régionale américain en voie d'effacement ni le seul moyen de dissuader l'Iran. A la confrontation souhaitée par les États-Unis, répond une volonté d'apaisement.

L'apaisement, une étape obligatoire pour un leadership régional

La politique de confrontation saoudienne ayant abouti de 2015 à 2018 à l'échec, son opposé, l'apaisement, est censé favoriser le *leadership* régional de l'Arabie, fondé sur trois piliers : un développement économique rapide grâce à la politique pétrolière et d'industrialisation, la paix avec les anciens ennemis et l'alliance avec les puissances non alignées.

- La disposition principale est l'article 1, qui stipule : « *Les États contractants reconnaissent que chaque État a la souveraineté complète et exclusive sur l'espace aérien au-dessus de son territoire.* ». Pour compliquer quelque peu le débat, il n'existe pas de définition juridique, ni même de définition technique convenue, de l'endroit exact où se termine l'espace aérien et où commence l'espace extra-atmosphérique.

Reste toutefois à savoir si Riyad est prêt à prendre les devants hors des frontières du Golfe : en Irak, en Egypte, au Liban par exemple. A-t-il les leviers et la stratégie pour de tels objectifs ? Il reste également à vérifier si les dirigeants saoudiens peuvent prospérer sans un arrangement minimum avec les États-Unis et Israël. Les analystes ont été trop prompts à voir l'influence de ces deux pays s'estomper sur la scène du Golfe, et trop prompts à tenir pour acquis la volonté et la capacité de la Chine à les remplacer là et maintenant. La commande gigantesque de 121 *Dreamliner* à Boeing montre que l'Arabie n'a pas oublié de poursuivre sa relation avec les États-Unis dans un effort d'équilibre qui la rend plus indépendante.

L'accord saoudo-iranien n'est donc pas la fin d'un processus où les États-Unis sont absents, Israël exclu et la Chine au cœur de tout : il marque surtout le début de nouveaux développements. La localisation des industries et des services sur le territoire saoudien conduira à des alliances changeantes qui, à leur tour, conduiront à une région multipolaire.

EAU : MbZ nomme son fils aîné comme Prince héritier

C'était une décision très attendue : après l'Arabie en 2017 avec Mohammed bin Salman, le Koweït en 2020 avec Cheick Mishaal al-Ahmad et Oman en 2021 avec Dhi Yazan bin Haitham, les EAU qui restaient le dernier grand pays du Golfe à ne pas avoir de prince héritier désigné, l'ont enfin désigné en la personne de Cheikh Khaled, fils aîné de l'actuel Président de la Fédération, Mohammed bin Zayed Al-Nahyan.

Cheikh Mohamed a également nommé son frère Cheikh Mansour bin Zayed Al-Nahyan, Vice-président des Émirats Arabes Unis aux côtés du dirigeant de Dubaï, Cheikh Mohammed bin Rashid Al-Maktoum. Il a nommé ses autres frères Cheick Tahnoun bin Zayed Al-Nahyan et Cheick Hazza bin Zayed Al-Nahyan comme dirigeants adjoints d'Abu Dhabi.

Le nouveau prince héritier, Cheick Khaled, 41 ans, est déjà membre du conseil exécutif d'Abu Dhabi. Il a supervisé les plus grands projets de développement récents de l'émirat, comme président de plusieurs conseils d'administration, dont le comité exécutif de la compagnie pétrolière nationale d'Abou Dhabi et le Conseil de recherche sur les technologies avancées

Les nouvelles nominations font suite à un remaniement ce mois-ci à la tête des deux plus grands fonds souverains d'Abu Dhabi. Cheick Tahnoun, également conseiller à la sécurité nationale maître d'un vaste empire commercial, a été nommé président de l'Autorité d'investissement d'Abu Dhabi. Cheikh Mansour, propriétaire du club de football de Manchester City, a été nommé président de Mubadala, le deuxième plus grand fonds d'Abu Dhabi.

Liban & Israël : accord déterminant sur la ZEE

L'accord de démarcation des frontières maritimes sud entre le Liban et Israël est devenu un traité international conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, après la transmission par le Liban du document officiel de reconnaissance aux Nations-Unies.

Ce point est doublement important : d'une part, il reconnaît implicitement Israël comme Etat : c'est une première ; de l'autre, il ouvre la voie prudemment à une gestion apaisée des ressources pétrolières et gazières dans une région où Israël a de grandes ambitions et où le Hezbollah entend rester un acteur puissant. A l'été 2022, de vives tensions avaient entouré l'arrivée d'un navire appartenant à la société américano-israélienne de production de gaz naturel liquéfié Energean. Le bateau a pris ses quartiers près du champ contesté de Karish entre le Liban et Israël, où il a débuté sa mission d'extraction, provoquant aussitôt une réaction du Hezbollah sous la forme d'envoi de drones de reconnaissance survolant la région.

- **EUROPE**

Grèce : à la veille des élections du 21 mai, un redressement incontestable due à Mitsotakis

Maître de l'agenda électoral, le Premier Ministre grec, M. Mitsotakis, a annoncé le premier tour des élections pour le 21 mai prochain. Son parti, la Nouvelle Démocratie (N.D), de droite modérée, doit remporter 47% des suffrages pour obtenir la majorité absolue au Parlement, soit 300 sièges, objectif difficilement atteignable, la N.D étant crédité d'environ 30%.

L'enjeu pour l'Europe est conséquent : après la gestion calamiteuse de SYRIZA (2015-2019), l'actuel Premier Ministre a incontestablement relevé le pays pour en faire un partenaire dynamique indispensable en méditerranée orientale sur nombre de dossiers.

Sur le plan économique et financier, le redressement est palpable : durant son mandat, 300 000 nouveaux emplois ont été créés, le taux de chômage a baissé de 6 %, les retraites et le salaire minimum ont augmenté ; le pays se porte bien économiquement, et pour cette année la banque centrale grecque a désormais relevé sa prévision de croissance de 1,5% à 2,2%.

Sur le plan financier, le gouvernement grec emprunte et rembourse sans aucune difficulté et a désormais des notes très positives des agences de notation internationales.

Mais c'est sur les plans diplomatique et militaire que la Grèce a effectué un redressement spectaculaire.

Sur le plan diplomatique, la Grèce a rompu son isolement : sous la houlette dynamique de M. Dendias, qui devrait rester comme un très grand diplomate grec, Athènes a en effet noué des partenariats nombreux et ciblés, bien au-delà de sa sphère traditionnelle : Israël, Egypte, EAU, Arabie, Inde ; la diplomatie hellénique s'est efforcée également d'aplanir les problèmes de zones économiques exclusives (avec l'Italie, l'Albanie) ; elle a

enfin réussi à fédérer autour de la protection de sa souveraineté (en mer Egée notamment) les institutions européennes, l'ONU, l'Administration Biden (ce qui n'était pas gagné) et le Congrès (grâce à l'entregent actif de quelques *congressmen*-clés dont Robert Menendez, le tout puissant Président de la Commission des Affaires étrangères et de la défense du Sénat), et même les traditionnels alliés d'Ankara (Italie et Allemagne).

Sur le plan militaire, le réarmement grec a pris une allure à la fois déterminée (les projets reprennent) et modérée (les projets sont défensifs). M. Panagiotopoulos a entrepris le même travail que son homologue Dendias : nouer des partenariats stratégiques pour que la Grèce soit réellement défendue par ses alliés. L'OTAN ne tranchant pas entre la Grèce et la Turquie (l'attitude son Secrétaire-Général partant a toujours été l'ambiguïté au nom des bonnes relations, sans jamais condamner les violences verbales turques ni même les violations de territoire), c'est vers les Etats-Unis et la France que s'est tournée la Grèce. L'un poursuivant sa coopération de défense en reconduisant pour cinq ans le MDCA, accord de défense qui prévoit un réengagement américain en Grèce à la faveur du conflit en Ukraine avec la modernisation des bases de la Souda (Crête) et surtout d'Alexandroupolis (Thrace) qui lui fait pendant et permet aux Etats-Unis de surveiller les détroits turcs et d'acheminer rapidement vers l'Europe centrale et orientale ses flux d'hommes et de matériels. Washington a également accepté de vendre à Athènes la meilleure version de son F-35A que l'armée de l'air grecque devrait acheter en cinq exemplaires (avec autant en option). L'autre, la France, offrant à la Grèce un accord de défense exigeant dont une clause d'assistance en cas d'attaque turque sur le pays : cet accord se concrétise par des achats d'armement français, caractérisés par leur polyvalence et la souveraineté complète de leur utilisation : Rafale (24) et frégates de défense et d'intervention (3), en attendant les corvettes (3+1).

A ce tableau, cependant, il faut ajouter deux évènements intérieurs qui plombent le bilan : l'accident ferroviaire de Tempe et le scandale des écoutes téléphoniques. Dans les récents sondages d'opinion, ils expliquent nettement le tassement certain de la N.D qui est passé de 28/30% à environ 25% : sur la base de la participation électorale prévue, M. Mitsotakis ne remporterait pas la majorité absolue au premier tour ni même au second. Le Premier Ministre espère que son bilan – objectivement excellent au regard de la situation de la Grèce en 2019 – lui permettra de reconquérir l'électorat choqué par l'accident ferroviaire et déstabilisé par l'inflation : c'est un pari politique qui est aussi un enjeu pour l'Europe qui a besoin d'une Grèce forte face à la Turquie.

Italie : une diplomatie dynamique de partenariats stratégiques

De mois en mois, la géopolitique de Mme Meloni s'affirme. La lettre parlementaire de février avait déjà analysé les efforts structurés italiens en direction de sa zone d'influence : la Méditerranée élargie. C'est désormais vers l'Asie et le Golfe que se déploie la diplomatie italienne.

En Inde, la visite de Mme Meloni a été un succès : faisant entrer en force les grands noms de l'industrie italienne lors d'un forum bilatéral à New-Dehli, elle a renforcé le partenariat économique dans l'ensemble des secteurs-clés : santé, énergie, armement, infrastructures, agroalimentaire. Cette stratégie rencontre celle de M.

Modi, Premier Ministre indien qui concilie habilement l'alliance traditionnelle avec la Russie et des alliances occidentales (Etats-Unis, France, Allemagne et Italie).

Dans la vision de Mme Meloni, il s'agit de construire une solide tête de pont en Asie et faire en même temps de l'Italie la porte d'entrée de l'Inde en Europe. Comme l'a expliqué le premier ministre, l'Italie se projette de plus en plus vers l'Indo-Pacifique, renouant avec la vieille politique des républiques maritimes italiennes, tout en restant "*partie intégrante de la communauté euro-atlantique et de l'Occident culturel et politique*".

La visite effectuée aux Emirats Arabes Unis vise, quant à elle, à renforcer la collaboration entre les deux pays dans tous les secteurs, mais surtout dans les plus stratégiques, comme l'énergie, l'environnement et la défense, après des années de brouille, dues à l'embargo du gouvernement de M. Conte (M5S) sur les munitions à destination des EAU en 2019.

Les Émirats arabes unis représentent pour l'Italie le premier fournisseur et le premier débouché de la zone Proche-Orient/Afrique du Nord : en 2022, l'Italie était le plus grand partenaire commercial des Émirats arabes unis dans l'Union européenne. Un autre domaine, celui de la coopération scientifique, bénéficie de la présence de nombreux chercheurs italiens aux Emirats. À Abu Dhabi, par exemple, le premier institut culturel italien de la région du Golfe a été récemment inauguré. En novembre 2022, l'Italie était l'invitée d'honneur de la 41^e édition de la Foire internationale du livre de Sharjah (Sibf), l'une des toutes premières foires du livre au monde en nombre d'exposants (1 600), en provenance de 83 pays, pour les volumes exposés et surtout par le nombre d'accords relatifs à la cession des droits de traduction.

Défense

AUKUS : 5 fois plus cher et 2 fois plus long que l'accord avec la France

AUKUS, acte II : après l'annonce du pacte anglo-saxon de 2021, qui a cassé l'accord sous-marin avec la France dans des conditions diplomatiques détestables, l'acte II a été enclenché le 14 mars avec l'annonce, à la base navale de San Diego, d'un programme gigantesque de plus de 368 milliards de dollars américains sur trente ans, d'acquisition et de construction d'une douzaine de sous-marins nucléaires. En comparaison, la construction de douze sous-marins classiques Attack/Barracuda français en Australie aurait coûté cinq fois moins cher et pris une douzaine d'années en moins...

L'accord : trois phases ambitieuses très longues

L'accord prévoit trois phases :

- Une phase intérimaire de familiarisation des marins, ingénieurs, techniciens australiens au domaine nucléaire, réalisée au sein des sous-marinières américains et britanniques, ainsi que dans les chantiers navals et les écoles de formation des

États-Unis et du Royaume-Uni. Afin de palier à la faiblesse de la flotte sous-marine australienne (6 sous-marins connaissant des problèmes réguliers de disponibilité opérationnelle), un système de rotation, à partir de 2027 sera mis en place qui prévoit quatre sous-marins américains et un sous-marin britannique sur la base australienne de Perth (ouest) ;

- Dans un deuxième temps, et sous réserve du feu vert du Congrès américain, l'Australie va acheter trois sous-marins américains à propulsion nucléaire de la classe Virginia, avec une option sur deux navires submersibles supplémentaires. Les sous-marins doivent être livrés à partir de 2030 ; la Chambre des représentants a voté le 23 mars par 393 voix contre 4 (toutes démocrates) le projet d'assouplissement des règles-export des technologies nécessaires à cette phase ;
- Enfin, les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni vont développer une nouvelle génération de sous-marins d'attaque, baptisée *SSN-Aukus*. Ces sous-marins vont impliquer un gigantesque effort industriel, en particulier de la part de l'Australie, qui doit se doter d'un nouveau chantier naval à Adélaïde, dans le sud. Les sous-marins seront de conception britannique mais intégreront des technologies américaines (systèmes de combat, senseurs et armement) Leur livraison est attendue au début des années 2040.

Aux nombreuses inconnues

Ce vaste plan, s'étalant sur deux longues décennies, est un pari stratégique aux nombreuses inconnues :

- **Inconnues d'ordre politique d'abord dans les trois pays** : si les trois gouvernements s'accordent actuellement sur ce plan, rien n'indique que la même volonté politique existera tout au long de la durée programmée d'exécution. Aux États-Unis, les élections de 2024 peuvent remettre en cause des transferts de technologie massifs sensibles, tant au niveau de l'Administration que du Congrès : les élections de 2024 en donneront une bonne indication ; en Australie où pas moins de deux anciens Premiers Ministres ont critiqué l'accord comme l'erreur historique la plus énorme jamais commise par le pays, la scène politique est si mouvante que l'impact financier (voir infra) pourrait réorienter les priorités et sabrer telle ou telle partie de l'accord ; au Royaume-Uni, enfin, le travailliste anglais Keir Starmer, possible Premier ministre si son parti gagne les prochaines élections, a ainsi affirmé sa volonté de se recentrer sur l'Europe pour affronter les nouvelles menaces issues de la Russie.
- **Inconnues d'ordre financier ensuite** : estimé à 368 milliards de \$, l'accord est une dépense colossale qui ne tient compte ni des surcoûts liés aux problèmes techniques inévitables dans la conduite de ce genre de programmes, ni de l'inflation, ni même de la capacité australienne à tenir le rythme dans la durée d'une telle dépense qui aura nécessairement un effet d'éviction sur les autres programmes (ne serait-ce que de surface) de la défense australienne ; l'annonce de la création de 20 000 emplois est elle-même à la fois très importante (où trouver un tel réservoir de main d'œuvre qualifiée en Australie, alors que celle-ci manque déjà de sous-marinières pour armer 6 anciens sous-marins ?) et sous-estimée. Comme l'a fait remarquer la presse australienne, cela fixe le coût de

'emploi à 18 millions de dollars : une telle opération sera-t-elle jugée rentable dans la durée par les milieux politiques ?

- **Inconnues d'ordre technologique** : si l'acquisition de Virginia semble une opération sans risque sur le plan technologique (il s'agit de commandes additionnelles à la série en construction aux Etats-Unis), le pari du développement sans heurt du SSN-Aukus est tout sauf gagné. S'exprimant à Westminster, le 16 mars, Lord Stirrup, ancien chef des forces armées britanniques, a fait valoir que les performances du constructeur naval *BAE Systems* ces dernières années avaient été « *plutôt lamentables* » s'agissant des programmes britanniques de sous-marins nucléaires (lanceurs d'engins ou d'attaque).

A quand l'acte III qui annoncera les vraies réalités du programme ?

Allemagne : effervescence des débats de défense

L'Allemagne connaît une effervescence des débats sur la défense :

Le débat est d'abord stratégique : la stratégie de défense & sécurité annoncée fin mars connaît des retards, le sujet du Conseil National de Sécurité (*Nationaler Sicherheitsrat*) étant toujours source de divergences :

La Chancellerie et les Affaires étrangères ont décidé d'abandonner l'idée d'une telle instance de coordination des grands dossiers extérieurs et intérieurs. Ils n'ont pas pour autant précisé ce que le Contrat de coalition du 24 novembre 2021 entendait (page 142) par la conduite d'une politique étrangère « *à partir d'une source unique et en coordination avec les ministères concernés afin d'accroître sa cohérence* » ; pour le moment, c'est essentiellement la Chancellerie qui dirige les grands dossiers extérieurs du pays : la politique étrangère d'inspiration humaniste et féministe de Mme Baerbock se heurte au réalisme du tournant d'époque, bien au-delà du cas très particulier de l'Ukraine (Asie et Golfe) ;

L'abandon de l'idée de Conseil National de sécurité est critiqué par le troisième partenaire de la coalition, la F.D.P (via son Secrétaire Général, M. Bijan Djir-Saraj), qui estime que la planification à long terme des objectifs stratégiques de l'Allemagne ne peut être laissée à une simple coordination intermittente interministérielle. L'expert de politique étrangère de la SPD, M. Roth, a proposé, quant à lui, que le *Bundestag* devienne l'instance de coordination des intérêts de long terme de l'Allemagne, une proposition inapplicable sur un plan constitutionnel et pratique.

Le débat est ensuite financier : avec une guerre en Ukraine sans fin prévisible, le coût du soutien allemand à l'Ukraine s'envole selon une récente communication des ministères de la Défense et des Finances à la Commission du Budget du Bundestag : il comprend non seulement le coût des systèmes livrés mais également leur remplacement.

Soutien à l'Ukraine	Coût programmé	Coût actualisé
Budget fédéral	2 milliards € en 2023 1 milliards € en 2024	+ 3,24 milliards € + 8,82 milliards d'ici 2032
Budget total	3 milliards € en programmation actuelle	15 milliards € nécessaires d'ici 2032

En additionnant les dépenses prévues sur 2023 & 2024 avec les dépenses actualisées, le budget total est de 15 milliards d'euros pour soutenir régulièrement l'Ukraine à hauteur des engagements actuels (cession de matériels et MCO) et remplacer le matériel cédé. Avec le seuil rigoureux d'endettement, ce budget est à trouver dans les économies réalisées sur l'ensemble des ministères du gouvernement...La programmation budgétaire du gouvernement n'est pas encore connue : le ministre de la défense réussira-t-il à faire passer sa demande de hausse de 10 milliards € sur son budget de 2024, et plus durablement à faire inscrire dans la future stratégie de défense l'objectif de 2% du PIB à consacrer à la défense de manière permanente ?

Le débat est ensuite programmatique : le fameux fonds spécial de la *Bundeswehr* de 100 milliards € fond régulièrement sous le double coup de la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation : des 100 milliards €, seulement 80 pourraient au final subsister; la contractualisation des commandes prend du temps : ainsi, dans le domaine naval, aucune commande nouvelle n'est intervenue, rendant très tendue la situation dans les chantiers navals allemands ; les grandes commandes se font attendre, notamment celles dans le domaine terrestre. Même si certaines annonces ont été faites, seule a été validée celle de dix obusiers pour le montant modeste de 185 millions €. Le ministre a certes changé à la fois son Inspecteur-général et la dirigeante de l'agence des acquisitions (*BAAINBw*), mais n'a pas entamé la réforme des procédures d'acquisition. Le manque de compétences techniques dans cet organisme explique la multiplication des normes prudentielles qui paralyse la contractualisation avec l'industrie.

Economie de guerre en Europe : est-elle soutenable dans la durée ?

Thème à la mode, « l'économie de guerre » est-elle soutenable ?

Au niveau de l'Union européenne, l'accord qualifié d'« historique » sur la production d'obus d'artillerie à hauteur de 2 milliards d'euros (pour tenter de répondre à la demande extraordinaire des autorités ukrainiennes pour la fourniture de 350 000 unités par mois), se heurtera fatalement à la difficulté déjà rencontrée par les industriels de faire face à des pénuries de composants, mais plus fondamentalement, au-delà des annonces conjoncturelles, à la durée de ces commandes pour que les investissements soient rentables et surtout pérennes.

C'est là le nœud gordien de cette économie de guerre : s'il est sage de tabler sur un conflit sans fin prévisible qui induit non seulement des cessions toujours plus importantes à l'Ukraine et le remplacement des matériels cédés au même rythme, alors les programmations financières de défense des pays européens doivent suivre la courbe d'une hausse drastique des investissements de défense sur plusieurs décennies : or nulle part, c'est le cas.

- En Allemagne (voir supra), le surcoût du soutien à l'Ukraine est estimé à 15 milliards d'ici 2032, un montant qui a été validé par le Bundestag, mais qui ne suffira pas ; sans hausse durable du budget de la Défense de 50 à 70 milliards €, l'effort de réarmement allemand ne pourra tenir dans la durée : le Fonds spécial est à peine suffisant pour financer les programmes majeurs (défense sol-air - Arrow-3 & IRIS-T-, F-35, hélicoptères lourds de manœuvre, stocks de munitions) et prend fin en 2027 ; la prochaine coalition aura-t-elle la volonté de poursuivre l'effort entamé et porter le budget ordinaire de la défense à 2% du PIB ? Le pari politique qui déchire actuellement la coalition, risque de ne pas repris par la suivante.
- En France, le niveau retenu pour la LPM – 413 milliards € de 2024 à 2030 – reporte à l'après-2027 les hausses majeures d'investissement, laissant ainsi le soin à une nouvelle majorité de les assumer et à l'industrie celui d'investir sans garantie que les commandes suivront après 2027. Entre 2024 et 2027, si la hausse n'est pas forte d'emblée (5 milliards € par an), mais se maintient autour de 3 milliards, la marche sera mécaniquement négative par rapport à la précédente loi de programmation militaire (19-25) en raison de l'effet laminoir de l'inflation.
- Partout ailleurs, en Europe (Italie, Espagne, Suède, Pays-Bas et Royaume-Uni), l'effort de défense, réel, est à peine suffisant pour combler les lacunes de modèle d'armée insuffisamment abondé les décennies passées. La Pologne, pays le plus exposé potentiellement au conflit, seule est l'exception qui confirme la règle : ses investissements de défense se situent à 4% de son PIB. Cet effort massif s'explique par l'histoire et la géographie, deux données que ne partagent pas le reste de l'Europe.

Marketing politique sans réalité économique, l'économie de guerre n'a au fond aucune garantie budgétaire de durée ; la justification stratégique n'est elle-même pas fondée : aucun pays n'est réellement menacé par un conflit sans fin certes, mais limité – par la géographie et la dissuasion nucléaire – durablement au seul territoire ukrainien. Elle risque de provoquer en outre un effet d'éviction sur les investissements nécessaires aux conflits de demain, dans les espaces non réglementés – fonds sous-marins ou haut espace – et aux espaces de souveraineté actuellement non protégés (DOM-TOM pour la France). L'économie de guerre se justifie quand on est en guerre (14-18) ou à la veille d'une guerre certaine (38-39), elle n'a aucune justification actuellement. La Pologne en Europe et Taiwan en Asie, seules ont de vraies raisons de passer à une telle économie de guerre.

Ce qui justifie un financement durable de l'effort de défense, c'est l'ambition géopolitique d'un pays pour la défense et la promotion de ses intérêts souverains. Pour le cas de la France, il se justifierait pleinement, non seulement pour combler vingt ans de désarmement, mais également en raison de son domaine ultra-marin et de ses ambitions en Afrique, en Méditerranée, dans le Golfe et dans le vaste Indo-Pacifique. Le réarmement naval italien s'explique également par une géopolitique active en Méditerranée élargie. La dramatisation du contexte international n'est ainsi qu'un cache-sexe qui masque mal le manque d'ambitions nationales (et européennes), surtout quand elle accouchera en définitive d'un effort budgétaire repoussé après 2027.

La Fondation Identité et Démocratie est partiellement financée par le Parlement européen et à la seule responsabilité de cette publication.



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE
FONDATION**



<https://id-foundation.eu>



contact@id-foundation.eu



Paris, France